

## NTF en campagne électorale

par Etienne Snyers

Président de NTF

**L**es élections régionales représentent le seul moment qui nous est offert pour exprimer directement notre soutien aux partis et aux hommes et femmes politiques qui acceptent de consacrer leur temps au service de l'intérêt collectif. Il est de bon ton de critiquer ce type d'engagement et de le caricaturer en l'assimilant à celui qui ne recherche que le pouvoir ou l'intérêt personnel. Heureusement, il existe de très nombreux candidats qui répondent aux attentes légitimes de la population. A nous de les distinguer par notre vote.

L'échelon régional est pour les domaines qui nous occupent celui qui regroupe la presque intégralité des compétences. La majorité qui se formera après les élections et les ministres qui nous gouverneront au cours des cinq prochaines années auront une influence majeure sur l'avenir de nos propriétés rurales. Pour s'en convaincre, il suffit de voir ce qui s'est décidé au cours de la dernière législature : Natura 2000, nouveaux coefficients de fermage ou code forestier.

Comme je vous le conseillais il y a deux ans lors des élections fédérales, n'hésitez pas pour guider votre vote de vous faire une opinion sur la réponse que le candidat donnerait aux questions suivantes.

- Pensez-vous qu'en matière de protection de l'environnement, il est toujours préférable d'inciter les acteurs à s'engager de manière librement consentie plutôt que d'utiliser une méthode basée sur la menace de sanctions pénales et d'amendes administratives ?
- Pensez-vous que les gestionnaires privés des milieux naturels puissent obtenir des résultats favorables pour l'environnement et qu'une gestion publique centralisée n'est pas la seule voie efficace en ce domaine ?
- Pensez-vous que s'il est demandé à des acteurs privés de supporter des coûts et de renoncer à des revenus légitimes dans un but d'intérêt général, il est indispensable de les dédommager équitablement ?
- Pensez-vous que le propriétaire de biens ruraux cherche naturellement à rentabiliser son investissement

à long terme en intégrant pour cela dans sa gestion les intérêts des autres acteurs et de la société ?

Des réponses affirmatives à ces différentes questions vous assurent une écoute positive et une défense de nos droits légitimes. Soyez cependant attentifs car si des réponses positives vous semblent aller de

soi, je peux vous assurer que nombreux sont nos interlocuteurs dans les milieux politiques, administratifs ou associatifs qui pensent tout à fait différemment.

Dans le cadre de ces élections, nous avons réfléchi aux points fondamentaux que nous pensons devoir être pris en compte par les partis à la veille des négociations gouvernementales et de la rédaction du programme de gouvernement. De nombreux sujets devront être négociés avec le prochain Ministre. Nous avons ici pour objectif de nous limiter à trois points, nous en avons finalement retenu cinq que nous avons repris dans un mémorandum. Vous trouverez ci-après le document que nous avons fait parvenir aux différents partis politiques.

Au cœur de la crise sans précédent que nous connaissons et alors que nous nous demandons quel sera le prochain pan de notre vie économique et sociale qui sera menacé, les sujets que nous abordons peuvent paraître bien éloignés des préoccupations immédiates. Et pourtant, nous nous devons de voir à long terme. Les conséquences de nos décisions sur le monde rural se font sentir avec retard et il est difficile de se défaire des handicaps hérités des mauvais choix du passé.

Même si les enjeux électoraux directs de nos préoccupations risquent de ne pas sauter aux yeux de nos politiciens, nous avons l'ambition de les convaincre que ces domaines méritent toute leur attention.

